

Le choix d'études des jeunes reste décalé face au marché de l'emploi

Les filières connues pour être porteuses d'emplois restent boudées par les jeunes qui fréquentent l'enseignement technique et professionnel. Plus de 30% d'entre eux optent pour les options qui touchent le service aux personnes.

NATHALIE BAMPS

En 2014-2015, 36% des élèves inscrits dans l'enseignement technique qualifiant avaient choisi le secteur de l'aide aux personnes (une majorité s'orientant vers les techniques sociales et d'animation ou la profession d'éducateur). Boudant soigneusement les orientations en agronomie (2% des choix), en sciences appliquées (4,8% des choix), sans parler de l'alimentation et l'horeca (2%). L'industrie faisant aussi pâle figure dans les inscriptions: 14% des 53.540 inscrits.

L'exercice est similaire pour l'enseignement professionnel: 30% d'inscrits dans les services aux personnes (services sociaux, coiffure, aide familiale, puériculture). Contre seulement 3% en agronomie, 9% dans l'alimentation et l'hôtellerie, 14% en construction, 18% dans l'industrie. On continue? Dans le technique de transition, même refrain: 44% d'inscrits dans les services aux personnes, à peine 2% dans l'industrie...

Et pourtant, regardez la liste des métiers en pénurie, épinglés par le Forem en 2016: boucher, cuisinier, boulanger, pâtissier, mécanicien ou électromécanicien, transformation du métal (peu importe la spécialité, c'est dire...), construction (là aussi tous les métiers liés y passent).

Il y a un problème. L'adéquation entre l'orientation des jeunes et le marché du travail et les métiers porteurs d'emploi, on n'y est pas encore. Jean De Lame, directeur du département «emploi-formation» de l'Union wallonne des entreprises, insiste. «Les jeunes doivent prendre garde, dans leur orientation, aux taux d'insertion suivant les filières.» Un conseil avisé, alors que pour la fin juin, les élèves doivent poser leurs choix

d'orientation pour l'année scolaire 2017-2018.

Car Jean De Lame le confirme: «toutes les branches scientifiques, les ingénieurs, les techniciens, les mathématiciens, sont les plus demandées sur le marché de l'emploi. Or, la moitié des jeunes inscrits dans les études de technique de transition sont dans les branches sociales. Nous ne nions pas l'importance d'avoir des aides

familiales ou des puéricultrices, mais on manque de jeunes s'orientant vers les autres branches... Et oui, c'est un problème... Pour mettre en œuvre la 4^e révolution industrielle en Wallonie, on a besoin de techniciens qualifiés.»

«Attention, nuance Olivier Remels, de la Fondation pour l'enseignement. L'enseignement n'a pas pour vocation de former aux seuls métiers en pénurie. Mais par contre, c'est vrai qu'il faut se poser la question de l'adéquation entre l'offre au sein d'un bassin scolaire et l'activité économique de ce bassin». Avoir des filières bien fournies en sciences de la vie dans le Brabant wallon (qui regroupe le monde du pharma), cela a du sens.

Changer les mentalités

Mais encore faut-il que les jeunes s'y engagent... «Il faut un pilotage plus volontariste de l'offre, le Pacte d'excellence le prévoit. Mais il faut aussi changer la vision des métiers auprès des jeunes et leurs parents, dit Olivier Remels. Et là, c'est ce que l'on espère faire avec l'élargissement du tronc commun, qui aura aussi pour objectif de développer les appétences des jeunes pour les sciences de la vie, l'industrie...»

Jean De Lame, à l'UWE, attire aussi l'attention sur le niveau de l'enseignement qualifiant. «Regardez en Allemagne, les exigences de qualification deviennent de plus en plus importantes, on demande des connaissances très pointues», dit-il. Le responsable constate pour-

tant que le monde enseignant ne s'approprie pas très vite le travail réalisé par le service des métiers et des qualifications (SFMQ), ce service qui permet d'ajuster les formations afin qu'elles collent au mieux aux réalités des entreprises.

Au sein de la chambre des métiers du SFMQ, les entreprises exposent leurs attentes en matière de qualification pour les différents métiers. La chambre des formations traduit cela en profils de formation, et ces profils sont ensuite traduits en CPU (certifications par unités, ce système qui permet de 'certifier' les connaissances et acquis des élèves au fur à mesure de leur apprentissage). «Cela n'a été fait que pour 6 domaines sur 40... En 2018, on en ajoutera à peine 10. On ne sera toujours pas à la moitié...», regrette Jean De Lame. Il craint que ce retard n'aggrave le décrochage des connaissances par rapport aux métiers visés.

Le Pacte d'excellence, qui prévoit une réforme de l'enseignement qualifiant, pourrait-il sauver cela? Là aussi, Jean De Lame se prend la tête dans les mains. «Il prévoit une réforme du qualifiant, oui. Mais il faudra attendre 10 ans pour la voir arriver, ce n'est que pour... 2028. C'est lent, trop lent», conclut-il.

«Pour mettre en œuvre la 4^e révolution industrielle en Wallonie, on a besoin de techniciens qualifiés.»

JEAN DE LAME
DIRECTEUR DU
DÉPARTEMENT
EMPLOI-FORMATION DE L'UWE

